

Le rapport de l'OIM sur les déplacements dans le bassin du lac Tchad (BLT) (mars 2019) met en lumière l'importance croissante des mouvements de retour d'anciennes personnes déplacées internes (PDI) dans leur localité d'origine en 2018. Selon la DTM, la population totale de retournés représente en effet 41 pour cent de la population déplacée dans le BLT. Afin de mieux comprendre ce phénomène, l'indice de stabilité cherche à identifier les facteurs qui contribuent ou freinent le retour des populations déplacées dans leur localité d'origine ainsi que les conditions et types d'assistances nécessaires pour les rendre plus durables. En combinant ces différents facteurs, l'indice de stabilité mesure la stabilité dans les zones de retour et identifie les « poches de stabilité » qui permettront aux acteurs de planifier une programmation plus adaptée.

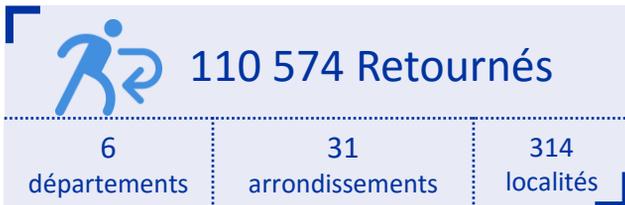
Méthodologie

L'indice de stabilité se fonde sur les résultats de collectes de données effectuées auprès d'informateurs clés dans les localités accueillant des populations retournées. Il met en corrélation 19 indicateurs relatifs aux conditions de vie des populations, regroupés en trois échelles permettant de calculer un score de stabilité dans les zones de retour. Les échelles sont les suivantes : **1) accès aux moyens de subsistance et aux services de base, 2) niveau de cohésion sociale et 3) niveau de sécurité.**

Ces indicateurs sont issus des résultats de récentes recherches quantitatives et qualitatives sur les dynamiques de retour dans les contextes post-conflits. Ils sont représentatifs des conditions de vie minimales en-deçà desquelles la stabilité n'est pas suffisante pour favoriser les retours durables. Concrètement, le modèle répond à la question suivante: « quels sont les facteurs qui contribuent le plus à la stabilité d'une zone? »

Ces indicateurs ont été évalués au travers d'entretiens avec des informateurs clés, menés dans chaque localité de retour (314) de la région de l'Extrême-Nord entre le 12 et le 25 août 2019. La méthodologie des entretiens a l'avantage de couvrir un grand nombre de localités sur une courte période, mais sa principale limite réside dans le fait que seul un ou quelques informateurs clés rendent compte du point de vue de toute une communauté.

COLLECTE DE DONNÉES DANS L'EXTRÊME NORD



Données collectées - août 2019.

CALCUL DE L'INDICE DE STABILITÉ

L'indice de stabilité utilise le modèle de l'Analyse en Composantes Principales (ACP) pour mesurer le poids de chaque indicateur sur le niveau de stabilité d'une zone et de le traduire en un coefficient assigné à chacun. Ces coefficients permettent d'évaluer les indicateurs ayant un impact statistique plus important que d'autres sur le niveau de stabilité et de calculer un « score d'accès aux moyens de subsistance et aux services de base », un « score de cohésion sociale » et un « score de sécurité ». Ces trois résultats chiffrés sont ensuite corrélés à une variable dépendante, la perception générale de la stabilité par les populations, puis combinés en un indice global de stabilité, variant de **0 (faible niveau de stabilité) à 100 (fort niveau de stabilité).**

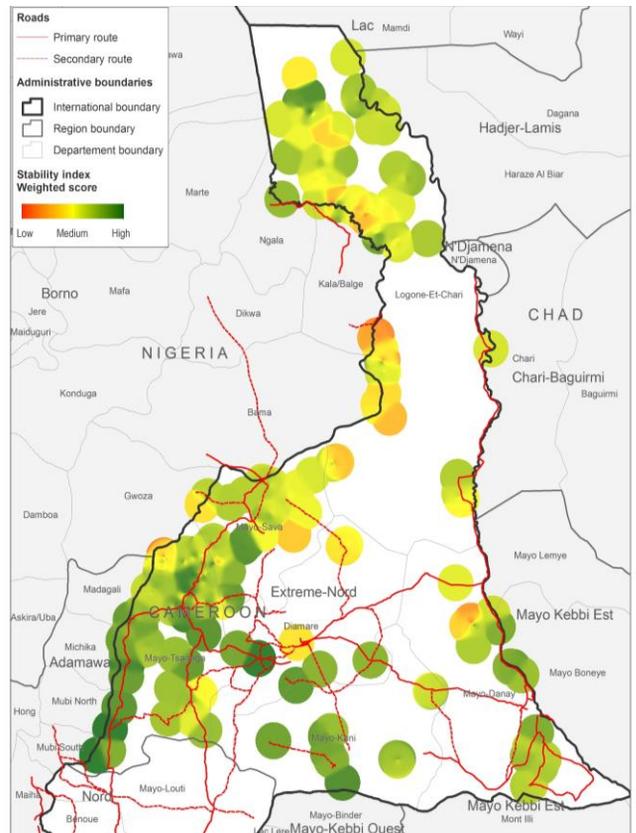
Résultats

Dans 94 pour cent des localités évaluées, les informateurs clés ont indiqué que les populations locales ne prévoient pas de se déplacer au cours des six prochains mois en raison de leur propre perception générale de la stabilité (variable dépendante).

Le niveau de stabilité calculé à partir des indicateurs est en outre globalement positif, comme l'indiquent les scores variant entre 62 et 81 dans les six départements. Le département du Mayo-Kani, qui accueille la plus petite proportion de retournés, présente le score de stabilité le plus élevé (81), tandis que celui du Logone-et-Chari, qui accueille la plus grande proportion de retournés, présente le score de stabilité le plus bas (62). Au sein de ce département, les arrondissements de Logone-Birni, Waza et Makari, qui ont les scores de stabilité les plus bas, accueillent actuellement la plus forte proportion de PDI.

Parmi les trois échelles, c'est la perception globalement positive de la sécurité dans les localités évaluées qui contribue le plus à élever le score global de stabilité dans chaque département.

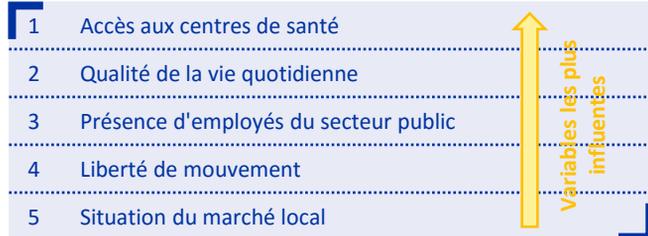
Carte 1: Scores de stabilité dans les localités de retour évaluées de l'Extrême Nord



Cette carte est uniquement présentée à titre illustratif. Les noms et les frontières de cette carte n'impliquent ni l'approbation ni l'acceptation officielle de la part de l'OIM.

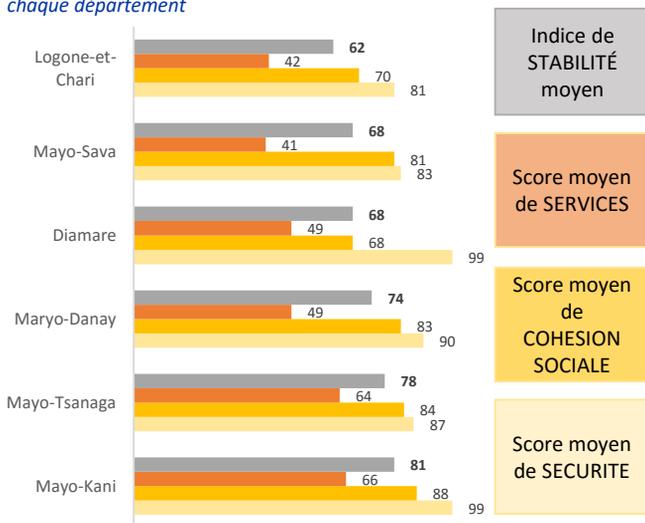
VARIABLES CLÉS DE L'INDICE DE STABILITÉ

L'Analyse en Composantes Principales a montré que les cinq variables ci-dessous sont celles qui influent le plus sur le niveau de la stabilité dans les localités évaluées et pèsent donc le plus dans l'équation :



Compte tenu des faibles variations dans les réponses obtenues pour certains indicateurs (tels que l'accès à des recours judiciaires, l'occupation illégale de terres ou les tensions dans la communauté), ceux-ci ont reçu un coefficient relativement faible et ont donc moins de poids sur l'indice de stabilité global.

Graphique 1: Indice de stabilité moyen et scores moyens par échelle pour chaque département



Échelle 1 : Accès aux moyens de subsistance et aux services de base

Les résultats obtenus pour l'accès aux moyens de subsistance et aux services de base contribuent à faire baisser l'indice de stabilité moyen dans tous les départements. Ils sont particulièrement faibles dans le département du Logone-et-Chari (42) et dans celui du Mayo-Sava (41), qui abritent pour chacun plus de 30 pour cent de la population retournée dans l'Extrême-Nord.

L'accès aux centres de santé est l'indicateur qui influe le plus sur le score moyen de l'accès aux moyens de subsistance et aux services de base. Le niveau de stabilité est donc lui aussi dépendant du niveau d'accès de la communauté aux services de santé de base. Dans plus de 30 pour cent des villages évalués du département du Logone-et-Chari, par exemple, les communautés n'ont pas accès aux services de santé de base.

Le deuxième indicateur qui a le plus de poids sur l'Échelle 1 est la présence d'employés du secteur public dans les localités évaluées.

Échelle 2: Cohésion sociale

Les scores moyens de cohésion sociale contribuent à élever l'indice de stabilité moyen dans cinq des six départements. C'est le Diamare qui a le score moyen de cohésion sociale le plus bas.

La qualité de la vie quotidienne est l'indicateur qui a le plus de poids sur l'échelle de la cohésion sociale. Dans plus de 75 pour cent des localités évaluées, les informateurs clés ont déclaré que les rues étaient animées et que les résidents étaient en mesure de mener des activités sans problème. Dans le Diamare, ils ont déclaré en revanche que la situation était tendue dans plus de 80 pour cent des localités évaluées (soit 9 localités), où ils observaient très peu de personnes dans les rues.

Le deuxième indicateur influant le plus sur l'échelle de la cohésion sociale est la participation des membres de la communauté aux affaires publiques. Selon des informateurs clés, plusieurs organismes permettent aux résidents de participer aux affaires publiques (OSC, syndicats, comités, réunions sociales, etc.), dans près de 80 pour cent des localités évaluées. A l'inverse, les membres de la communauté du département du Logone-et-Chari ont signalé qu'il n'existait pas ou peu d'organes leur permettant de participer aux affaires publiques, dans plus de 40 pour cent des localités évaluées.

Échelle 3: Sécurité

Les scores moyens de sécurité contribuent à faire monter l'indice de stabilité moyen dans tous les départements. Ce résultat confirme les tendances ressortant des évaluations de suivi des flux de population de la DTM menées depuis 2015, qui mettent en évidence l'amélioration du niveau de sécurité comme principale raison du retour des personnes déplacées dans leurs localités, pour 45 pour cent d'entre elles.

La liberté de mouvement est l'indicateur qui a le plus de poids sur l'échelle de la sécurité. Dans plus de 85 pour cent des localités évaluées, les informateurs clés ont signalé qu'il n'existait actuellement aucune restriction de mouvements des résidents. Dans 11 localités du département du Logone-et-Chari et 6 localités du Mayo-Tsanaga, les mouvements des résidents sont néanmoins restreints, ce qui contribue à réduire l'indice de stabilité dans ces zones.

Implications pour la programmation

Identifier les poches de stabilité

Comprendre comment planifier dans ces poches

Comprendre les conditions de retour et leur évolution dans le temps

Contribuer à la stratégie nexus humanitaire-développement-paix dans le pays

Le formulaire d'enquête sur l'indice de stabilité ainsi qu'une note méthodologique plus détaillée sont disponibles sur demande.